

Le mirage de la paix

Yasmina Asrarguis

# Le mirage de la paix

LA VÉRITABLE HISTOIRE D'ISRAËL  
ET DES PAYS ARABES

PASSÉS/COMPOSÉS

ISBN : 979-1-0404-1240-3

Dépôt légal – 1<sup>re</sup> édition : 2026, février

© Passés composés / Terre Neuve Éditeurs, 2026

170 bis, boulevard du Montparnasse, 75680 Paris Cedex 14

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorise que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » (article L 122-5) ; il autorise également les courtes citations effectuées pour un but d'exemple ou d'illustration. En revanche, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (article L 122-4). La loi 95-4 du 3 janvier 1994 a confié au CFC (Centre français de l'exploitation du droit de copie, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) l'exclusivité de la gestion du droit de reprographie. Toute photocopie d'œuvres protégées, exécutée sans son accord préalable, constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

*À Rumi*

« Quand le désespoir noie la raison, la folie recrute le sauveur. Il suffit que la politique et la morale s'effondrent, que les leaders traditionnels, bien intentionnés, se révèlent impuissants, incapables de faire face, pour que sonne l'heure des démagogues, des tyrans, et de leurs boucs émissaires. »

Samuel Pisar,

*Le Sang de l'espoir*, 2015.

« Au cœur de la cité culminait un impressionnant amas de gravats, vestige du temple du dieu unique dont les murs avaient autrefois résonné de l'écho des chants sacrés les plus mélodieux. Survivaient la mélancolie, la solitude et la peur, qui promenaient sur ce spectacle un regard haineux et vengeur, et y apposaient le sceau de la mort affublée de son masque d'éternel effroi. »

Naguib Mahfoud,

*Akhénaton le Renégat*, 1985.

# Sommaire

|                                                                                     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Préface.....                                                                        | 13 |
| Introduction. La paix israélo-arabe ou la quête<br>d'un graal civilisationnel ..... | 17 |

## PREMIÈRE PARTIE. LA PAIX OTAGE DE LA FOI

|                                                             |    |
|-------------------------------------------------------------|----|
| Chapitre 1. La paix sous le feu islamiste .....             | 37 |
| Chapitre 2. La paix face aux partisans du Grand Israël..... | 55 |

## DEUXIÈME PARTIE. L'EMPIRE MÉDIATEUR : UNE PAIX VENUE D'AMÉRIQUE

|                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre 3. La fabrique normative de la <i>Pax Americana</i> .....      | 75  |
| Chapitre 4. De la guerre des Six Jours au tournant des années 1970..... | 89  |
| Chapitre 5. Les accords d'Oslo et le <i>statu quo</i> (1990-2002).....  | 109 |

## TROISIÈME PARTIE. LES ACCORDS D'ABRAHAM OU L'ÉQUATION DE LA PAIX PAR LA PROSPÉRITÉ

|                                                                                        |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre 6. La dynastie Trump et le « deal du siècle ».....                            | 123 |
| Chapitre 7. De l'annexion aux accords d'Abraham.....                                   | 143 |
| Chapitre 8. Maroc-Israël : une diplomatie de l'émotion<br>entre non-belligérants ..... | 163 |

## *Le mirage de la paix*

### QUATRIÈME PARTIE. DU 7 OCTOBRE À LA GUERRE : DYNAMIQUES ET CONSÉQUENCES DU CONFLIT ISRAËL-HAMAS

|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre 9. Joe Biden à l'ombre d'Antony Blinken..... | 181 |
| Chapitre 10. L'offre de paix Blinken .....            | 195 |

### CINQUIÈME PARTIE. DONALD TRUMP : *SI VIS PACEM, PARA BELLUM*

|                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Chapitre 11. Matrice doctrinale de la diplomatie trumpiste.....                    | 223 |
| Chapitre 12. L'ère Trump I : la guerre malgré lui .....                            | 235 |
| Chapitre 13. L'ère Trump II :<br>la force pour la prospérité au Moyen-Orient ..... | 239 |
| Conclusion .....                                                                   | 289 |
| Notes .....                                                                        | 293 |
| Bibliographie .....                                                                | 303 |
| Remerciements .....                                                                | 311 |

## Préface

Il faut du courage pour entreprendre l'exploration non seulement de l'histoire des déchirements du Proche-Orient, mais aussi des soubassements politiques et idéologiques qui les commandent. Il est vrai que cette région, plus que toute autre, défie l'idée qu'on se fait de la diplomatie : celle d'un monde poli où l'on recherche des accords pour éviter d'en découdre. Tout praticien sait que cette image d'Épinal n'a jamais vraiment reflété la réalité de l'action diplomatique, sauf peut-être en Europe pendant une grosse décennie entre la moitié des années 1990 et la fin des années 2000, et encore, en fermant les yeux sur les Balkans et l'Irak.

Les passions que cette région du monde suscite sont sans commune mesure avec celles qu'aucun autre dossier est susceptible d'engendrer. Ni le nombre de victimes (Soudan), ni la durée (Cachemire), ni la proximité (Balkans hier, Ukraine aujourd'hui, sans parler du terrorisme qui fait irruption au cœur même de nos sociétés), n'expliquent le caractère singulier de cette cristallisation émotionnelle. Seul le dossier du Proche-Orient peut amener des « réalistes » endurcis, toujours prompts à estimer que l'action diplomatique n'a pour unique vocation que de prendre acte des rapports de force, au sens notarial du terme, pour en déduire l'accord qui viendra les sanctionner, à raisonner en termes exclusivement moraux et juridiques. Seul le dossier du Proche-Orient amène en sens inverse les partisans du droit international à mettre en suspens leurs convictions pour hiérarchiser les atteintes commises de toutes parts, au gré de leurs opinions sur la justesse de la cause des uns ou des autres.

La démarche de Yasmina Asrarguis ne tombe dans aucun de ces travers, et pose un certain nombre de constats, largement

## *Le mirage de la paix*

documentés et replacés dans leur profondeur historique comme dans le cadre théorique en relations internationales. Cet effort salutaire permet de les analyser avec le recul et la nuance qui manquent si cruellement à ceux qui pensent à juger plutôt qu'à comprendre.

Premier constat, les passions peuvent évidemment dominer les intérêts, pour reprendre la *summa divisio* d'Albert Hirschman<sup>1</sup>. Dans le système idéal-typique de la diplomatie des intérêts, celui du jeu des puissances européennes au XVIII<sup>e</sup> siècle, nulle passion ne vient entraver les froids calculs des souverains : la France passe de la Prusse à l'Autriche et les terres se gagnent et se cèdent au gré des guerres victorieuses ou perdues, sans que jamais l'existence même des acteurs ne soit en jeu. Au Proche-Orient, la rhétorique tend à l'absolutisme et à la montée aux extrêmes. On y parle de détruire et d'effacer, de toutes parts, dans des proportions sans équivalent dans aucune autre région du monde en cette première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Si certains y pensent ailleurs, ils se gardent de le dire, ne serait-ce que pour avancer masqués. Rien de tel ici. Par définition, cette situation risque de faire éternellement de la paix un « mirage ». En me penchant il y vingt ans sur le conflit opposant le LTTE (*Liberation Tigers of Tamil Eelam*) aux autorités sri-lankaises entre le début des années 1980 et la défaite du premier à la fin des années 2000, j'avais noté dans l'*Annuaire français des relations internationales* que le caractère inconciliable des récits identitaires des parties au conflit rend l'hypothèse d'une solution diplomatique extrêmement difficile à envisager. Cela d'autant plus qu'il se trouvera toujours des acteurs au sein de chaque groupe pour prendre l'ascendant puis asseoir leur domination en cherchant à occuper la position la plus radicale. La stratégie conçue par Hafez el Assad de prise en main de l'agenda palestinien pour son propre intérêt ou la compétition interne au sein des sociétés palestinienne comme israélienne entre les tenants de la paix ou du compromis, mis sur la défensive par l'accusation de trahison ou de reniement, et de radicaux appelant à la violence ou la pratiquant eux-mêmes en dedans comme en dehors, en sont des illustrations dans les pages qui viennent.

## Préface

Deuxième constat, connu en théorie des relations internationales, et auquel le Proche-Orient nous confronte plus que tout autre sujet, la notion d'intérêts est fondamentalement limitée dans le cas de groupes sociaux interagissant entre eux. C'est d'autant plus vrai que si l'intérêt économique d'un individu peut éventuellement faire l'objet d'une approximation satisfaisante, l'intérêt d'un État, ou d'un peuple privé d'État, est évidemment trop pluriel pour permettre une telle simplification. La lecture que les groupes sociaux ont de leurs intérêts collectifs est donc largement guidée par les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes et des autres : aspiration panarabe, aspiration religieuse, aspiration nationale peuvent ainsi déboucher, pour les Palestiniens, sur des stratégies différentes selon que domine l'une ou l'autre de ces visions. Cela est vrai pour eux comme pour toutes les autres parties.

Troisième constat, la sécurité est le premier des impératifs en relations internationales. C'est l'intérêt primordial qui est, lui, plus facile à cerner car il met en cause des sujets vitaux. C'est quand ce risque est en cause que la *realpolitik* prend ses droits. Les accords d'Abraham sont évidemment issus, en partie, d'une réelle inquiétude des États du Golfe face à un Iran à l'époque dominateur au Liban, en Syrie, au Yémen, en Irak, et du désir des pays concernés de consolider leur relation avec Washington, comme avec l'une des deux seules puissances capables de tenir tête à Téhéran dans la zone, Israël. Il est d'ailleurs assez naturel que l'un des pays n'ayant pas fait le choix des accords d'Abraham, le Qatar, ait profondément renforcé ses liens avec la Turquie, l'autre grande puissance régionale. De manière remarquable au demeurant, c'est de la région que vient cette leçon de « réalisme » et pas des observateurs extérieurs. C'est leur sécurité qui est en jeu.

Quatrième constat, tout est affaire de puissance. Dans un contexte de telle violence et de telles passions, seuls ceux qui détiennent des leviers solides sur les acteurs peuvent espérer altérer leurs calculs. C'est la raison du rôle central tenu par les États-Unis dans l'ouvrage de Yasmina Asrarguis. L'accord de cessez-le-feu, fragile, obtenu par Washington, l'a été au prix de l'activation de leviers puissants sur toutes les parties ou leurs parrains. Il ne pouvait en être autrement.

## *Le mirage de la paix*

Au-delà de cette exploration des grandes lois de la vie internationale, la méthode importe. Comme le rappelle Stanley Hoffman dans son célèbre article de 1977, « *An American Social Science : International Relations* », le chercheur ne peut dans ce domaine particulier, celui du souverain, se passer d'une connaissance précise de la pratique et des décisions et motivations de ceux qui furent ou sont acteurs des relations internationales. Comme bien des éléments sont secrets, bien des sources classifiées, il faut interroger, recouper, déduire et naviguer ensuite en permanence entre les épisodes ponctuels, les actions particulières, les décisions personnelles, pour comprendre comment elles forment une politique plus générale, et en retour comment le contexte dans lequel ces développements interviennent peut influencer les individus. Bref, il faut faire de la théorie et du terrain, comme le fait l'autrice, qui nous aide ainsi à comprendre et aussi, malgré tout, à espérer.

Luis Vassy  
Directeur de l'Institut d'études politiques de Paris

## Introduction

### La paix israélo-arabe ou la quête d'un graal civilisationnel

Loin du théâtre diplomatique destiné aux médias et des discours calibrés, ce livre offre une immersion inédite au cœur des dynamiques qui façonnent les relations entre Israël et le monde arabe. Il révèle les raisons profondes de l'évolution de ces rapports, en s'appuyant sur un travail d'observation au plus près des acteurs et des cercles de pouvoir régionaux. C'est une plongée dans les coulisses des enjeux stratégiques, économiques et politiques, là où se négocient les alliances, se calculent les intérêts et se dessinent les équilibres instables qui structurent aujourd'hui le Proche-Orient. Le lecteur y découvre que derrière la façade des accords et des communiqués officiels, ce sont des logiques de pouvoir, de marché et de survie qui déterminent réellement le cours des événements.

Depuis les années 1970, diplomates, ministres, intellectuels, stratèges occidentaux et moyen-orientaux se sont engagés dans une entreprise éminemment complexe : l'établissement d'une paix durable entre Israël et ses voisins arabes. Une entreprise rendue d'autant plus ardue qu'elle se heurte aux strates d'un conflit enraciné dans une histoire impériale, nourri par des identités nationales de prime abord irréconciliables et structuré par des mythologies religieuses concurrentes. La quête d'un *modus vivendi* entre Israël et son environnement régional n'a jamais relevé de la seule realpolitik : il s'est nourri d'une ambition quasi prométhéenne, celle de soumettre la logique de l'affrontement identitaire à la raison d'État. Et ainsi, faire advenir deux États-nations en plein cœur du Moyen-Orient comme pour conjurer le cynisme du chaos et de ses entrepreneurs. Fasciné par ce conflit insoluble, de grands noms

de la diplomatie américaine ont aspiré à changer la donne entre Israéliens et Palestiniens. Parmi les figures les plus marquantes de cette quête : Henry Kissinger, Jimmy Carter, James Baker, Warren Christopher, Bill Clinton, Dennis Ross, ou encore Martin Indyk. Tous ont espéré inscrire leur nom dans l'histoire en façonnant les conditions de la paix au Levant.

Ces diplomates chevronnés, confinés dans les salons feutrés où s'élabore la grammaire des compromis interétatiques, ont longtemps bâti sur l'illusion d'un monde régi par la seule rationalité des rapports d'État à État pour bâtir la paix au Proche-Orient. À la périphérie de ces dispositifs technocratiques s'est imposé un acteur autrement plus insaisissable : le front politico-théologique. Il se présente mouvant, polymorphe et oscille entre islamisme radical et sionisme messianique. Des accords de Camp David (1978) aux accords d'Oslo (1993), Égyptiens, Jordaniens, Palestiniens, Israéliens et Américains ont, à maintes reprises, misé sur les vertus du dialogue, de la reconnaissance mutuelle et du pragmatisme diplomatique. Pourtant, à chaque tentative de paix israélo-arabe répondait la violence doctrinaire, cette radicalité par laquelle le front politico-théologique n'a cessé de miner les fragiles équilibres laborieusement construits au fil des négociations.

Ces pages proposent d'analyser la manière dont les assassinats politiques et les irruptions de violence ont systématiquement jalonné les relations diplomatiques israélo-arabes, depuis les accords de Camp David en 1978 jusqu'aux accords d'Abraham initiés en 2020 par l'administration de Donald Trump. Nous verrons que l'une des caractéristiques fondamentales du conflit réside dans les déflagrations de violence qui suivent presque invariablement la conclusion d'un accord de normalisation négocié sous l'égide de Washington. Trois configurations distinctes s'en dégagent : d'abord, les paix entre les principales parties prenantes au conflit israélo-palestinien, à l'instar des accords d'Oslo de 1993 ; ensuite, les traités de paix entre Israël et des États arabes ayant historiquement mené des guerres conventionnelles, ces belligérants étatiques du proche voisinage sont l'Égypte et la Jordanie ; enfin, les processus de normalisation entre Israël et des puissances arabes non belligérantes,

## Introduction

qui privilégient la coopération économique sans traiter au préalable la question palestinienne, à l'image des accords d'Abraham.

Cette typologie permet d'observer avec précision la dynamique progressive qui, depuis les années 1980, a vu les dirigeants perdre en autonomie stratégique face à la montée en puissance d'idéologies radicales portées par des acteurs locaux et transnationaux capables de déstabiliser le « camp de la paix » au profit d'une mystique eschatologique appliquée à la géopolitique du Proche-Orient. Ces derniers, animés par une lecture religieuse, pensent le conflit comme un affrontement apocalyptique entre forces du bien et axe du mal, la victoire de la paix est à leur yeux une perdition païenne qu'il convient d'empêcher par la violence.

Les événements que nous allons retracer révèlent le mirage qu'est cette quête du graal de la paix, constamment ébranlé par des tensions internes et de nouvelles fractures sociétales, idéologiques et géopolitiques. À mesure que les diplomaties s'évertuent à faire émerger un ordre régional fondé sur la reconnaissance mutuelle, le coût politique et symbolique d'une telle entreprise ne cesse de croître. Depuis l'assassinat du président égyptien Anouar el-Sadate, le 6 octobre 1981 par les commandos du Djihad islamique, la normalisation des rapports avec Israël est apparue comme une transgression intolérable pour de larges segments de l'opinion arabe. Sadate, en signant les accords de Camp David avec Menahem Begin, n'incarnait pas seulement le premier leader arabe à sceller un compromis avec l'État hébreu ; il devenait aussi, aux yeux des courants djihado-fréristes, l'archétype du dirigeant félon, coupable d'avoir reconnu un pouvoir non musulman sur une terre considérée comme *waqf*<sup>1</sup> islamique. Dans cette perspective, la paix n'est plus perçue comme un aboutissement diplomatique, mais comme une hérésie politique, passible du châtiment suprême. Et de même au sein des régimes panarabes et laïques de l'époque, à l'instar de la Syrie de Hafez el-Assad, farouche défenseur du nationalisme baasiste et pourfendeur des Frères musulmans, l'acte de Sadate fut dénoncé comme une trahison et sa visite à Jérusalem en 1977 fut assimilée par le pouvoir et l'intelligentsia à une reddition, une « capitulation face au sionisme raciste », selon

## *Le mirage de la paix*

les mots alors rapportés par Louis Wiznitzer, correspondant du *Monde*<sup>2</sup>. Ainsi, depuis plusieurs décennies, la paix avec Israël est frappée du sceau de l'ambiguïté : entre aspiration à la stabilité régionale et accusation de forfaiture idéologique pour les mouvances islamistes, ainsi qu'un segment de la gauche panarabe issue de la décolonisation.

En quatre décennies, la violence doctrinaire s'est abattue sur les dirigeants arabes et israéliens engagés dans des processus de paix : l'assassinat d'Anouar el-Sadate en 1981, puis celui d'Yitzhak Rabin en 1995 par un extrémiste israélien opposé aux accords d'Oslo, en demeurent les emblèmes tragiques. Deux leaders sacrifiés sur l'autel de la réconciliation et sur « injonction divine », selon leurs assaillants respectifs. Or le 7 octobre 2023 marque un tournant : sous l'impulsion de Yahya al-Sinwar, figure du Hamas passé par les prisons israéliennes et nourrie par la théologie des Frères musulmans, l'extrême violence ne vise plus les élites accusées de trahison politique, mais cible, à grande échelle, les civils, rendus coupables par procuration. Femmes, enfants, vieillards sont massacrés dans une logique de terreur absolue, au nom d'un djihad prétendument libérateur. Le Hamas entre alors dans une nouvelle séquence, calquée sur le modèle de Daech : une incursion spectaculaire conçue pour sidérer, fracturer la société israélienne de l'intérieur et pousser le pouvoir à la surenchère dans l'espoir de rompre toute perspective d'apaisement et de rapprochement régionale entre Jérusalem et plusieurs capitales arabes.

À l'heure où nous écrivons ces pages, la riposte israélienne conduite par Benyamin Netanyahou ne se limite plus à la neutralisation du Hamas : elle dessine l'ambition d'une reconquête territoriale de Gaza, au mépris de l'ordre issu des accords d'Oslo et entre en rupture manifeste avec les principes du droit international humanitaire. Conseillé par des figures issues de la mouvance kahaniste – tel Itamar Ben-Gvir, ancien militant du parti Kach, ou Bezalel Smotrich, idéologue d'un sionisme suprémaciste –, le Premier ministre israélien instrumentalise l'état de guerre pour accélérer un projet de Grand Israël, où la bande de Gaza serait intégrée *de facto* à l'espace souverain hébreu. Tandis que le nombre

## *Introduction*

de victimes civiles ne cesse de grimper, cette fuite en avant sécuritaire, couplée à une radicalisation interne du champ politique israélien, compromet durablement toute perspective de normalisation puis de coopération avec le monde arabo-musulman, pourtant au cœur des calculs stratégiques de Netanyahu avant le 7 Octobre. L'imagerie quotidienne d'enfants palestiniens en détresse, blessés ou inertes diffusé en direct sur Télégram ont fait de Gaza la guerre du Vietnam d'Israël, ce qui rend, plus largement, toute coopération israélo-saoudienne inenvisageable tant que la dignité des Palestiniens ne sera pas établie en droit dans le cadre d'un État palestinien. En miroir, le basculement du Hamas dans une stratégie de terreur totalisante scelle l'effondrement du cycle historique ouvert par les traités de paix du xx<sup>e</sup> siècle. Ainsi, la contre-attaque israélienne, soutenue par l'Occident pendant les premiers mois de la guerre, est dorénavant conspuée sur la scène internationale. Elle n'a pas directement permis le retour des otages, et elle ne vient pas non plus à bout de l'ennemi invisible, dont les principaux dirigeants ont fui la Bande au lendemain du 7 octobre 2023. Désormais, la violence ne cherche plus seulement à empêcher la paix, elle vise à rendre toute coexistence impossible, en enflammant les sociétés de l'intérieur et en sapant les fondements mêmes de la diplomatie régionale.

### *Le panarabisme en guerre contre Oslo*

L'idée d'une paix régionale fondée sur une convergence des intérêts arabes relève davantage du mirage que de la réalité. L'unité arabe, souvent invoquée dans les discours panarabistes du xx<sup>e</sup> siècle, se heurte à une réalité fragmentée. Nourrie par des logiques tribales, des clivages idéologiques profonds, et des ambitions nationales concurrentes, ces divisions structurelles ne cessent de contrarier à la fois les projections occidentales au Proche-Orient et les aspirations populaires à un avenir politique plus cohérent. La trajectoire syrienne en offre une illustration paradigmatique. Au lendemain de la débâcle de la guerre des Six Jours (1967)<sup>3</sup>, Hafez

el-Assad, alors ministre de la Défense, comprend que la défaite militaire syrienne peut se muer en levier politique. Il exploite l'humiliation nationale pour liquider ses rivaux au sein du parti Ba'th, s'emparant progressivement des rênes du pouvoir jusqu'à devenir le premier président alaouite de la République arabe syrienne<sup>4</sup> en 1971. Cette accession ne relève pas seulement de la tactique militaire, elle s'accompagne d'une entreprise systématique de construction d'un État sécuritaire fondé sur la terreur et l'hypersurveillance.

Dans cette entreprise, Assad s'appuie sur un savoir-faire importé : celui d'Alois Brunner, criminel nazi en fuite et ancien collaborateur d'Adolf Eichmann, accueilli et protégé par le régime<sup>5</sup>. Brunner, opérant sous le pseudonyme de Georg Fischer, met son expertise au service de la création des services de renseignement syriens (*mukhabarat*), organisant un réseau de centres de surveillance, de détention et de torture, dont la brutalité deviendra la signature du pouvoir ba'thiste. En mars 1969, la création de la « branche Palestine<sup>6</sup> » ou « branche 235 » témoigne de la volonté d'Assad de placer les réseaux palestiniens sous contrôle syrien et de l'ambition syrienne de phagocytter l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dès ses prémices<sup>7</sup>. Cette initiative suit de près l'arrestation de figures emblématiques du militantisme palestinien marxiste-léniniste comme George Habash, Faiz Qaddura ou Ali Bushnaq. La rivalité entre Hafez el-Assad et Yasser Arafat s'inscrit dans cette logique de domination idéologique et politique.

Devenu président, Hafez el-Assad se projette bien au-delà des frontières de la Syrie baasiste. À l'image de l'émir Fayçal, qui en mars 1920 s'autoproclama roi d'une Grande Syrie englobant la Palestine comme simple région méridionale, Assad rêve de restaurer une centralité syrienne sur l'ensemble du Levant arabe. Pour le président syrien, la Palestine n'est pas une entité souveraine, mais un prolongement historique et territorial de la Grande Syrie, une construction politique mythifiée qui prétend englober le Levant dans un seul espace panarabe centré sur Damas. À Arafat, leader de l'OLP dans les années 1970, il aurait dit à maintes reprises : « Vous ne représentez pas plus la Palestine que nous. Il n'y a pas d'entité palestinienne, vous faites partie intégrante de la Syrie. »